

Gouverner le vivant

Savoirs, Cultures et Politiques de la Biodiversité

Séminaire de recherche proposé par

Valérie Boisvert (UR 199, IRD), Christophe Bonneuil (Centre A. Koyré, CNRS-Ehess-MNHN), Elise Demeulenaere (Eco-anthropologie & Ethnobiologie, CNRS-MNHN-Paris 7, associée à l'ISCC), Jean Foyer (ISCC, CNRS) et Frédéric Thomas (PALOC, IRD-MNHN)

Lieu : Muséum National d'Histoire Naturelle (Pavillon Chevreul. 3^e étage, 57 rue Cuvier (Centre A. Koyré))

Ce séminaire interdisciplinaire explore les prises et dispositifs (scientifiques, économiques, politiques, culturels...) que mettent en place les sociétés humaines pour gouverner le vivant, du gène à la biosphère. On s'intéressera notamment aux conflits socio-environnementaux autour de la biodiversité et de son utilisation et son appropriation, aux façons de connaître et de manipuler le vivant et aux imaginaires associés, et aux transformations des politiques internationales et des instruments de gestion de la biodiversité (des parcs et banques de gènes *ex-situ* aux approches participatives et des nouveaux instruments de marché autour des ressources et des services environnementaux).

Ce séminaire espère devenir un lieu de rapprochement entre les communautés des sciences sociales et des sciences de la vie sur la gestion de la biodiversité et d'analyses réflexives sur la place qu'y jouent les scientifiques.

Governing Nature - Knowledge, Cultures and Biodiversity Policies -This interdisciplinary seminar explores the (scientific, economic, political, cultural...) apparatus and devices that human societies develop to rule life forms, from genes to the biosphere. The seminar will tackle in particular socio-environmental conflicts about biodiversity use and appropriation, the ways of knowing and transforming life forms and the associated representations, and some trends in biodiversity international policies and management systems(from national parks and gene banks to participatory approaches and new market instruments focusing on resources or ecosystem services).This seminar aims at building bridges between life sciences and social sciences communities working on biodiversity management, and at fostering reflexive analyses on scientists' participation in this field.

Programme des séances

Mercredi 15 décembre 2010 (16h-18h) : Les inflexions de Nagoya

De l'avis de nombreux observateurs, la COP 10 qui s'est tenue à Nagoya du 18 au 29 octobre 2010 apporte des inflexions significatives à la gestion globale de la biodiversité telle qu'elle s'était instituée depuis la création de la CDB. La séance visera à qualifier ces inflexions en examinant particulièrement trois points : les nouveaux objectifs 2020 pour la biodiversité, le protocole APA et le code éthique sur les savoirs traditionnels.



Intervenants : **Claudio Chiarolla** (IDDRI), **Jean-Patrick Le Duc** (MNHN),
Discutants : **Valérie Boisvert** (IRD, UR199), **Frédéric Thomas** (PALOC-IRD)

Jeudi 6 janvier 2011 (11h30-13h15): "From forest islands to biochar: indigenous agro-ecological practice and a century of misrecognition in the Upper Guinean forest zone"

Les premières initiatives de protection de la nature en Afrique ont privilégié la création de parcs nationaux et de réserves forestières nationales excluant les populations locales. Dans les années 80-90, cette approche centralisée est remise en question par un discours qui favorise la participation des populations locales aux politiques de conservation. Des lectures critiques ont souligné la dimension néo-libérale de ce tournant participatif, qui a largement œuvré à délégitimer l'échelon étatique dans la protection de l'environnement. La promotion de la pratique du « biochar » en Guinée forestière (enfouissement des résidus agricoles carbonisés), présenté comme la nouvelle panacée pour la séquestration du carbone atmosphérique, suggère que le souci de la participation locale et de la prise en compte des savoirs autochtones est passé en deuxième plan, derrière l'urgence climatique. On s'interrogera sur la portée du retour de solutions techniques universalisantes, caractéristiques de l'idéologie du développement des années 50-60.

Intervenante : **Melissa Leach** (University of Sussex):
Discutantes : **Elise Demeulenaere** (Lab. Eco-anthropologie et Ethnobiologie, CNRS), **Marie Roué** ((Lab. Eco-anthropologie et Ethnobiologie, CNRS)

Mardi 25 janvier 2011 (14h-18h) : Pourquoi les « services écosystémiques » deviennent-ils la notion hégémonique de l'agenda international de conservation de la biodiversité ? (séance commune avec le séminaire « Changement Climatique et Biosphère : Expertises, Futurs et Politiques »)

Différentes écoles d'économie de l'environnement contribuent (y compris par leurs controverses) à faire du calcul économique de la valeur de la nature l'alpha et l'oméga de la conservation de la biodiversité. D'où vient le concept de services écosystémiques ? Quelle est sa pertinence en écologie ? Quelles sont ses implications du point de vue de l'éthique de l'environnement ? Comment les économistes mettent-ils la nature en chiffre depuis les années 1970 ? Et comment les services écosystémiques sont-ils devenus cet objet incontournable de la gouvernance internationale de la biodiversité ?

Intervenants : **Vincent Devictor** (Ecologie et Evolution des Communautés, Institut des

Sciences de l'Evolution Montpellier), Denis **Pesche** (ARENA-CIRAD), Marie **Hrabanski** (UMR ART-Dev/CIRAD)), Philippe **Méral** (Dynamiques Agraires et Environnementales, IRD)
Discutants: Monica **Castro** (SET / EcoDev INRA), Yannick **Mahrane** (Centre Koyré-EHESS)

Mercredi 2 février 2011 (16h-18h) : Sécurité alimentaire mondiale, souveraineté alimentaire et agricultures paysannes.

Les rapports de la FAO rappellent régulièrement que près d'un milliard de personnes dans le monde souffrent de la faim. À lire ces rapports, les projections démographiques alarmantes semblent imposer deux réponses : l'augmentation des surfaces cultivées ou l'intensification des modes de production. Mais le problème de la faim dans le monde est-il un d'abord un problème politique ou un problème technique ? Le cadrage des questions agricoles sous l'angle de la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale ne conduirait-il pas à orienter les politiques internationales vers des solutions techniques comme les biotechnologies ? Quels sont les impacts de ces politiques de développement agricole sur les agricultures paysannes ?

Intervenants : Birgit **Müller** (LAIOS, CNRS-EHESS)

Discutants : Guy **Kastler** (Via campesina), Florence **Pinton** (AgroParisTech-IRD)

Mercredi 9 février 2011 (16h-18h) : Biodiversité, l'avenir du vivant

A partir d'une présentation de l'ouvrage de Patrick Blandin, Biodiversité. L'avenir du vivant. Albin Michel (2010), il s'agira de réfléchir plus précisément sur "l'éthique pour la biosphère" sur laquelle débouche le livre. Dans l'objectif d'une protection de la nature, quelles propositions morales peuvent-elles s'accorder avec les connaissances que nous avons de la biodiversité?

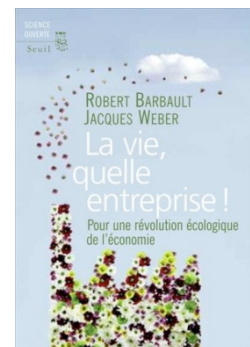
Discutante : Catherine **Larrère** (Paris I)

Répondant : Patrick **Blandin** (MNHN)



Mercredi 2 mars (16h-18h Amphi Rouelle) : La vie quelle entreprise !

Présentation par Christophe Bonneuil de l'ouvrage de Robert Barbault et Jacques Weber, *La vie quelle entreprise*. Seuil, Collection Sciences ouvertes. Les auteurs, à rebours du *mainstream* faisant du marché un modèle de gestion de la biodiversité, soutiennent que l'écologie doit fournir à l'avenir des modèles pour l'économie (de marché). Que dire de ce renversement de perspective ? Rupture ou continuité avec l'économisation du vivant ? On s'interrogera sur le sens et la réalité de ces passages et/ou de ces métaphores entre les sphères du social et de la nature qui peuplent l'histoire des sciences.



Discutant : Christophe **Bonneuil** (Centre Koyré, CNRS)

Répondants : Robert **Barbault** (Paris VI-MNHN) et Jacques **Weber** (CIRAD-EHESS)

Mercredi 16 mars (17h-19h) : Les forêts prises entre le régime climat et le régime biodiversité.

(Séance commune avec le séminaire « Changement Climatique et Biosphère : Expertises, Futurs et Politiques »)

Aujourd'hui, les forêts sont redevenues un objet central des politiques internationales de conservation de la nature et un objet clé de voûte dans la résolution des crises environnementales globales. L'histoire des régimes internationaux de gouvernance des forêts permettra d'observer les fortes connexions entre les régimes climatiques et ceux de la biodiversité. Les mécanismes REDD du programme des Nations Unies (*Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation in Developing Countries*) seront examinés à la lumière de cette perspective historique.

Intervenants : Alain **Karsenty** (CIRAD) et Aurore **Viard-Cretat** (Centre Koyré, EHESS)
Discutante : Amy **Dahan** (Centre Koyré, CNRS)

Mercredi 23 mars (16h-18h30) : Les paiements pour services écosystémiques: un nouveau fétichisme de la marchandise ?

Depuis quelques années, se multiplient des instruments de marché pour gérer et conserver l'environnement et en particulier la biodiversité: paiement pour services environnementaux, mécanismes REDD, banques de biodiversité. Comment ces mécanismes marchands se légitiment-ils au sein d'un cadre discursif néolibéral plus large? S'agit-il d'un nouveau mouvement de marchandisation voir d'un nouveau "fétichisme de la marchandise" gommant la complexité et la multifonctionnalité des attachements entre nature et société (Kosoy & Corbera, 2010)? Comment les sciences humaines et sociales peuvent-elles rendre compte de ce phénomène? Parmi elles, quels sont les apports de la "political ecology"?

Intervenants : Esteve **Corbera** (Univ. East Anglia), Sian **Sullivan** (Birkbeck Institute of Environment)
Discutante : Gabrielle **Bouleau** (G-EAU-CEMAGREF)

Mercredi 6 avril (16h-18h) : Le conservationnisme des grandes ONG internationales: évolutions des paradigmes et des pratiques

Si les paradigmes de la conservation semblent bien avoir évolué, une analyse détaillée du réseau des ONG conservationnistes (IUCN, WWF, Conservation International, The Nature Conservancy,...) et des dispositifs qu'elles mettent en place peut laisser penser que la question de la prise en compte des activités humaines reste problématique, du fait d'une tradition intellectuelle et pratique plutôt naturaliste et bio-centrée. Si les paradigmes évoluent, qu'en est il donc des pratiques concrètes ? Ces analyses sur les ONG conservationnistes seront mises en perspective avec d'autres formes de mobilisation issues de l'écologie politique.

Intervenants : David **Dumoulin** (CREDAL/IHEAL-Univ. Paris 3), Yannick **Mahrane** (Centre Koyré, EHESS)
Discutants : Sylvie **Ollitrault** (CRAPE, CNRS-IEP de Renne), Dominique **Pestre** (Centre A. Koyré),

Mercredi 11 mai (16-18h) : Quelle expertise mondiale de l'environnement ? Le cas de l'IPBES

L'*International Platform on Biodiversity and Ecosystems Services* vient d'être officiellement créée à la COP 10 de Nagoya. Elle avait été imaginée il y a quelques années par des

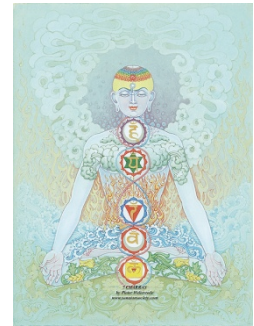
écologues faisant le constat d'une faible place des experts dans la gouvernance internationale de la biodiversité et du besoin d'instituer une instance d'expertise analogue au GIEC. Qu'en est-il aujourd'hui avec la remise en question du fonctionnement du GIEC ? Quelles modalités de fonctionnement de l'expertise sont privilégiées dans la mise en place de l'IPBES ?

Intervenants : Florian **Charvolin** (Modys-CNRS, Univ. St Etienne), Jacques **Weber** (CIRAD-EHESS)

Discutante : Amy **Dahan** (Centre Koyré, CNRS)

Mercredi 25 mai (16-18h) – séance à confirmer : Traditional Knowledge Digital Library, l'expérience indienne de protection des savoirs traditionnels

Le développement d'un droit *sui generis* protégeant les savoirs traditionnels est une question complexe qui piétine dans les négociations internationales (notamment parce que les compétences de la CDB, de l'OMC, et l'OMPI se chevauchent et se concurrencent en la matière). La constitution de registres de savoirs traditionnels opposables aux demandes de brevets illégitimes sur ces savoirs semble aujourd'hui la piste privilégiée par ces grandes arènes et un certain nombre de pays émergents comme l'Inde, la Chine... On abordera l'expérience indienne et notamment les modalités de la transcription/traduction des savoirs médicaux ayurvédiques, dravidiens, unani, dans le format du droit de la propriété intellectuelle et les questions anthropologiques, politiques et épistémiques que soulèvent cette traduction.



Intervenants (à confirmer) : Vinog Kumar **Gupta** (Council of Scientific and Industrial Research – CSIR, TKDL)

Discutants (à confirmer) : Delphine **Marie-Vivien** (CIRAD), François **Meienberg** (Déclaration de Berne)

Jean-Paul **Gaudillière** (CERMES, Ehess-INSERM-Cnrs)

Mercredi 8 juin (16h-18h) : La titrisation des brevets sur le vivant

Jusqu'au début des années 1990, un certain nombre de caractéristiques spécifiques avaient contribué à maintenir les ressources génétiques agricoles à distance du marché. Le développement des brevets dans le domaine semencier, lié à l'expansion des biotechnologies, a entraîné une rupture à cet égard. Ces brevets apparaissent non seulement comme des instruments de protection de l'innovation mais aussi comme des actifs qui doivent être valorisés et sont gérés dans une optique de rentabilité financière.

Intervenants : Catherine **Carpentier** (Univ. Paris 13, CEPN), Luis **Miotti** (Univ. Paris 13, CEPN), Hélène **Tordjman** (Univ. Paris 13, CEPN)

Discutant : Pierre-Benoît **Joly** (INRA Sens-IFRIS)

Mercredi 22 juin (16-19h): Gouverner les flux : sciences et politiques de la détection de transgènes et de la « co-existence »

La détection de transgènes dans les aliments, dans les cargaisons ou en plein champs représente un enjeu central des politiques de biosécurité, de libre choix des consommateurs et

de « coexistence » des cultures OGM et non OGM. Elle fait l'objet de la mise en place de dispositifs plus ou moins institutionnalisés où se confondent les dimensions techniques, économiques, politiques et culturels. On reviendra dans cette séance sur l'histoire de la mise en place d'un réseau de détection et la politique de « co-existence » au niveau Européen, sur les différentes solutions et évolutions techniques ainsi que sur le cas particulièrement controversé de la détection de transgènes dans les variétés locales de maïs au Mexique.

Intervenants : Yves **Bertheau** (INRA-programme européen Co-Extra), Jean **Foyer** (ISCC-CNRS), Christophe **Bonneuil** (Centre Koyré, CNRS), Javier **Lezaun** (Insis, University of Oxford)

Discutant : Didier **Torny** (INRA)

Ce séminaire est soutenu financièrement par l'ISCC (Institution des Sciences de la Communication du CNRS), l'UMR PALOC (IRD, MNHN) et la région Ile-de-France (projet Centre Koyré R2DS : "La mise en nombre dans la gouvernance globale de la biodiversité")

